

tout que la dissension se soit manifestée dans le parti progressiste et pour cette raison il a décidé qu'il y avait plus à gagner dans l'Est qu'à perdre dans l'Ouest. J'approuve l'idée de vouloir aider réellement une industrie canadienne. Néanmoins, mon objection c'est qu'on joue tout simplement avec la question. On fait un peu pour aider une industrie et on ne touche pas aux autres; il n'y a pas de politique arrêtée pour aider l'ensemble des industries canadiennes. Dans la partie méridionale de la circonscription de Yale, dans la région de Similkameen, il y a de grosses houillères. Leurs propriétaires ne sont pas dans une situation aussi heureuse que les propriétaires de mines de Kootenay-Ouest dont nous a parlé le député de cette circonscription (M. Humphrey). Ils ont à faire face à des difficultés considérables. Très souvent, ils examinent leur situation et, pour l'expliquer, on me permettra de citer un vœu adopté récemment par la chambre de commerce de Princeton. Je l'ai pris dans le *Princeton Star* du 2 avril. Il représente l'opinion des propriétaires de houillères de cette région:

Considérant que l'on consume actuellement au Canada environ 38 millions de tonnes de houille par an;

Considérant qu'environ 54 p. 100 de ce charbon est importé des Etats-Unis et que le public canadien paie pour cela 125 millions de dollars;

Considérant qu'il existe du charbon de qualité égale et en quantité presque inépuisable en Nouvelle-Ecosse, et dans le Nouveau-Brunswick à l'est, et dans l'Alberta et la Colombie-Anglaise, à l'ouest;

Considérant, par exemple, qu'on importe à Vancouver de Bellingham, état de Washington, sans aucun droit de douane 3,000 à 4,000 tonnes d'un certain charbon que pourrait très bien fournir les houillères de la Colombie-Anglaise;

Considérant que tout le charbon de la Colombie-Anglaise, passé au crible de trois quarts de pouce est frappé d'un droit de 53 cents la tonne en entrant dans l'état de Washington;

Considérant que la majeure partie du charbon importé des Etats-Unis en Canada est consigné à la région centrale du Canada qui est éloignée des houillères de l'Est et de l'Ouest;

Considérant qu'un droit assez élevé sur le charbon américain et une subvention pour le transport du produit de nos mines aideraient notre industrie houillère et permettrait d'employer dans le centre du charbon canadien, ce qui procurerait du travail à un grand nombre de gens dans les houillères mêmes et permettrait d'exploiter ces houillères pendant toute l'année, au lieu de quelques mois, comme à présent;

En conséquence, il est résolu d'insister auprès du gouvernement fédéral pour qu'il adopte immédiatement une politique nationale à l'égard du combustible, y compris l'imposition d'un droit assez élevé sur tout le charbon américain et l'abaissement des tarifs des chemins de fer en ce qui concerne le transport du charbon, pour obvier aux difficultés géographiques.

Voilà l'opinion que les propriétaires de houillères de Princeton se font de la situation actuelle.

A part les houillères, il y a d'autres industries au Canada qui se trouveraient certainement bien de l'aide qu'on pourrait leur don-

[M. Stirling.]

ner pour se développer. Je suis sûr que tous ceux parmi les membres de cette Chambre qui parlent si souvent de permettre aux industries canadiennes d'approvisionner le marché domestique, seront en faveur de les aider pour qu'elles aient une occasion raisonnable d'approvisionner ce marché. Pourquoi nos aviculteurs ne pourraient-ils pas fournir en plus une certaine quantité à exporter? A ce sujet, je tiens à citer quelques passages de la *Summerland Review* du 19 mars. On élève beaucoup de volailles dans la vallée de l'Okanagan, dans celle de la Similkameen et dans la région de Grand-Forks. Voici ce que disent les aviculteurs:

Les aviculteurs qui ont été questionnés par le service avicole de l'université de la Colombie-Anglaise déclarent catégoriquement que si le gouvernement fédéral ne prend pas des mesures pour empêcher l'importation au Canada d'œufs chinois et américains de qualité inférieure et à bas prix, ce sera un désastre pour beaucoup d'entre ceux qui ont placé leurs capitaux dans l'élevage des volailles en Colombie-Anglaise.

* * *

On prétend que l'importation récente d'œufs chinois et américains a ruiné le marché des aviculteurs de la Colombie-Anglaise dans l'est du Canada.

La baisse, cette année, s'étant produite un mois plus tard qu'en 1924, la situation est aujourd'hui plus critique, prétend-on, à cause de la cherté de la nourriture pour les volailles. C'est la même situation dans tout le Canada depuis que les Etats-Unis ont imposé un droit de 8 cents la douzaine sur tous les œufs importés chez eux, tandis que les leurs entrent au Canada à raison d'un droit de 3 cents seulement la douzaine.

* * *

Certains disent à Ottawa que les aviculteurs canadiens ne produisent pas assez d'œufs pour approvisionner le marché domestique. Le professeur E. A. Lloyd qui fait les cours d'aviculture de l'université de la Colombie-Anglaise fait remarquer que c'est vrai et que ce sera toujours ainsi tant qu'on n'encouragera pas plus les aviculteurs canadiens à augmenter leur production. On n'a pas assez confiance dans ce genre d'industrie et, d'après lui, les aviculteurs de la Colombie-Anglaise ont besoin de bien concerter leurs efforts.

Je citerai deux autres passages de ce même journal qui ont été reproduits dans le *Vancouver Sun*, parce qu'ils indiquent la situation générale. Les voici:

Suivant les rapports de Washington, les Etats-Unis vont augmenter encore les droits sur les produits agricoles.

En résumé, le gouvernement Coolidge se propose d'accorder aux cultivateurs américains la même protection qu'aux industriels sur le marché américain.

Et une fois que le marché domestique aura été approvisionné aux prix de protection, les Etats-Unis se proposent de jeter leur surplus dans tout pays qui voudra le recevoir.

* * *

Avant qu'il soit à jamais trop tard, le Canada doit bien comprendre le fait que les marchés canadiens doivent être protégés dans l'intérêt des ouvriers canadiens.

On peut faire du Dominion le dépotier des marchandises anglaises, américaines ou européennes aux dépens des salariés du Canada. La gêne que le Canada impose à ces gagne-pain se paye en dépopulation et en marasme.